

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Gouvernement-espagnol-recompense-un-documentaire-de-manipulation-contre-le-Venezuela>

# **Gouvernement espagnol récompense un documentaire de manipulation contre le Venezuela.**

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -  
Date de mise en ligne : jeudi 18 décembre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## **Une décision judiciaire révèle les mensonges d'un documentaire vénézuélien primé par le gouvernement espagnol.**

**Par Pascual Serrano**

Site personnel de [Pascual Serrano](#), 10 décembre 2003

[Ver texto en español](#)

Cette année le Prix Roi d'Espagne du Journalisme, doté d'une récompense de 6.000 euros, a été attribué au journaliste Luis Alfonso Fernández de la chaîne Venevisión pour son documentaire « Le massacre du centre de Caracas ». Il s'agit d'un reportage d'environ dix minutes qui reproduit les images de plusieurs militants chavistes en train de tirer avec des armes courtes depuis le haut du Pont Llaguno dans la capitale vénézuélienne le 11 avril 2002. Le commentaire du locuteur du documentaire contient des expressions telles que « Observez les tireurs, les assassins, comme ils déchargent le pistolet, puis le rechargent, sur la manifestation sans défense ».

Ce documentaire, brandi comme preuve de l'implication des secteurs chavistes dans la mort de dix-neuf personnes durant les troubles et le coup d'Etat du mois d'avril 2002, a été diffusé tous les jours, une moyenne de trois fois par jour, pendant une année entière par les chaînes de télévision hostiles au gouvernement d'Hugo Chávez.

Les cinq personnes qui ont effectué ces tirs, et qui avaient été emprisonnées et jugées, sont maintenant innocentées. Une de ces personnes, Richard Peñalver, avec ses avocats, Riner Biel Morales, Aiskel Biel Blanco et Erika Peñalver, se sont rendus en Espagne et ont expliqué tous les détails de ces événements et le déroulement du procès.

Ils n'ont jamais nié l'authenticité des images, ils n'ont pas non plus nié être les auteurs des tirs. Cependant, la première chose à relever c'est que la Fiscalía [le Ministère public] ne les accusait d'aucune mort ni d'aucun blessé. Ainsi ceux qui étaient qualifiés d' « assassins » dans le documentaire primé n'ont même pas été inculpés parce qu'aucune des balles qu'ils avaient tirées n'avait blessé qui que ce soit.

Selon ce qui a été démontré lors du procès, entre autre avec les déclarations du journaliste primé lui-même, ces images n'ont jamais été diffusées en direct. Elles ont été filmées puis apportées au siège de la chaîne par un cameraman de l'équipe de Globovisión et non par le journaliste primé. Ce dernier n'a pas non plus participé au montage ou à la production de la vidéo, il n'a même pas supervisé la production. La bande son du documentaire, qui feint l'émotion du direct, a été ajoutée dans le studio par le locuteur qui n'a jamais été présent sur place, mais qui lisait un texte préparé par ses supérieurs, dont aucun n'avait été témoin des faits.

Ainsi, le journaliste primé, qui a déclaré ne même pas savoir qui était le locuteur, n'a ni tourné ces images, ne les a pas apportées à la chaîne, et n'y a pas incorporé de témoignage des événements ; il n'a ni révisé ni supervisé la production du documentaire diffusé. Simplement il était compagnon de terrasse avec le cameraman qui les a tournées.

D'autre part la sentence considère que le vidéo « ne montre pas vers qui ou vers quoi ces personnes orientent leurs armes et tirent », bien que le documentaire primé dise qu'ils sont en train de « décharger les armes contre la manifestation sans défense ». C'est le procès et sa sentence, ainsi que la relation des faits prouvés, qui ont déclaré

que les accusés (« assassins » selon la narration primée) ont agi « motivés par la défense de leur propre personne, ils ont sorti leurs armes à feu pour faire face à une agression illégitime de la part de certains fonctionnaires de la police métropolitaine », la police municipale commandée par le maire de l'opposition Alfredo Peña. La sentence considère « justifié le moyen employé par les accusés pour affronter » l'agression, geste qualifié de « légitime défense de tiers, état de nécessité, situation nécessaire ou aide nécessaire ».

La sentence établit également que les deux morts de cet échange de tirs, ainsi qu'une vingtaine de blessés, étaient des personnes qui accompagnaient les accusés. C'est pour cela que maintenant huit membres de police métropolitaine se trouvent en prison.

La sentence établit aussi que la manifestation de l'opposition, sur laquelle les accusés tiraient selon le commentaire du documentaire primé, « n'est pas arrivée aux abords du Pont Llaguno ». Le journaliste primé l'a reconnu lui-même : « je n'ai pas vu sur qui ils tiraient ». Lors du procès une journaliste de la chaîne Globovisión qui a également enregistré des images de ces faits, images sur lesquelles on voyait l'avenue, supposée occupée par les manifestants de l'opposition cibles des tirs, vide. Images qui n'ont plus jamais été transmises par cette chaîne, mais qui ont servi de preuve dans ce procès.

Un an et demi d'investigations, de déclarations, de témoignages et de documents filmés, ont permis de découvrir la vérité. Une vérité diamétralement opposée à celle qui a été primée en Espagne par un jury intégré par l'agence EFE et l'Agence de Coopération. Le seul prix qui pourrait récompenser le documentaire « Le massacre du centre de Caracas » ce serait celui de la tromperie et de la manipulation. Et ceux qui devraient être assis sur le banc des accusés, avec la police métropolitaine qui a tiré et a provoqué les morts, ce sont les directions et les journalistes qui utilisent les médias pour manipuler, conspirer et inciter à la violence et à la haine. Il existe maintenant le précédent du Tribunal international pour le Rwanda qui a condamné trois directeurs d'entreprises de presse à des peines de perpétuité ou à de longues années de prison pour incitation publique et conspiration génocidaire.

Alors qu'était récompensé ce montage, un autre documentaire, « La Révolution ne sera pas télévisée », représente un témoignage exceptionnel d'une heure de tout ce qui est arrivé durant ces journées à l'intérieur et à l'extérieur du Palais présidentiel, images historiques à l'intérieur du Palais des moments précédents le coup, du groupe de conspirateurs qui occupe la présidence pendant 48 heures et de la mobilisation populaire qui rétablit le président constitutionnel. Le responsable de la Casa de América [La Maison de l'Amérique, à Madrid] qui a autorisé la projection de ce film dans cette institution a été renvoyé.

On peut donc voir le rôle du gouvernement espagnol, sa responsabilité directe dans l'attribution du Prix Roi d'Espagne, une récompense discréditée pour toujours, et les représailles dans la Casa de América en raison de la projection du film conforme à la vérité. Rôle que ce gouvernement a toujours joué dans ces événements d'avril 2002, rôle de conspirateur et de putschiste.

---

**Traduction de l'espagnol** : Cuba Solidarity Project.

Article original en espagnol : "La mentira premiada", 10-12-03.